

**Compte-rendu de la séance de conciliation du 8 avril 2025**

**Mise à l'enquête du 15 janvier 2025 au 14 février 2025**

**Plan d'affectation communal (PACom)**

**Opposition de Domaine viticole ASCO SA**

*Classification interne : 36*

Présent·e·s :

**Représentants communaux**

Mme Dominique-Ella Christin, Syndique

Mme Isabelle Girault, urbaniste mandataire du PACom

Me Vanessa Benitez, avocate conseil de la Commune

**Opposants :** M. François Schenk et M. Jacques de Simone, Domaine viticole ASCO SA

---

**Introduction**

Madame la Syndique souhaite la bienvenue aux opposants et leur donne la parole pour l'exposé de leurs griefs vis-à-vis du PACom.

**Discussion**

Opposants

La parcelle 379 est affectée en zone viticole protégée. Elle est au cadastre viticole.

Les opposants s'opposent à l'article 180 du Règlement du PACom qui stipule que « L'usage de pesticide est interdit dans cette zone. ». Ils estiment que le terme « pesticide » n'est pas suffisamment clair car le dictionnaire Larousse définit le mot pesticide de la manière suivante : « Se dit d'un produit chimique destiné à lutter contre les parasites animaux et végétaux nuisibles aux cultures et aux produits récoltés ».

Les opposants expliquent qu'ils ont obtenu la certification en 2023 pour leur transition en viticulture biologique sur la parcelle 379. Cette nouvelle forme de culture ne prévoit pas l'abandon total d'intrants, mais a permis d'abandonner les herbicides et tout autre produit considérés comme « de synthèse » et de n'utiliser que du cuivre et du soufre (ainsi que d'autres intrants biologiques/organiques).

Avec l'interdiction totale de pesticide mentionnée à l'article 180 du PACom et le manque de clarté du terme « pesticide », il n'est pas clair pour les opposants si le cuivre ou le soufre utilisés pour protéger la vigne sont considérés comme un pesticide ou pas. Le label bio autorise l'usage de cuivre et de soufre mais ce sont tout de même des « biopesticides ». Le cuivre est un métal lourd. Si l'article 180 considère le cuivre et le soufre comme des pesticides et que l'interdiction est maintenue, alors cela signifierait que les exploitants ne peuvent plus rien faire en termes de viticulture. Il est en effet impossible de travailler la vigne sans ces produits, qui sont autorisés par la Confédération dans le cadre de l'appellation bio. L'interdiction mentionnée à l'article 180 est donc trop sévère, notamment en comparaison avec l'article du Règlement PACom sur les zones agricoles qui ne mentionne aucune interdiction. La zone agricole laisse une plus grande marge de manœuvre que la zone viticole.

Le catalogue des intrants bio est défini par un organisme qui édicte ce qui est toléré en termes de produits/intrants dans la culture bio.

Dans la culture biologique, on travaille en préventif (versus réactif), en protégeant la vigne avant le nuisible et donc, on travaille avec des produits de contact. Cela signifie que le produit est appliqué sur la vigne, en surface et que l'on doit donc recommencer s'il pleut. En revanche, les produits de synthèse eux, entrent dans la sève et agissent comme un antibiotique systémique sur les plantes. Le traitement n'a donc pas besoin d'être réappliqué en cas de pluie par exemple. Le cuivre utilisé dans la culture bio ne crée pas de résistance comme les pesticides conventionnels. Il découle de tout cela qu'il y a donc plus de traitements dans la viticulture biologique car l'on utilise des produits de contact qu'il faut réappliquer.

Pour leur permettre de poursuivre la viticulture biologique, les opposants demandent que l'article 180 du Règlement du PACom soit revu, soit en indiquant une réduction plutôt qu'une interdiction des pesticides ou alors, en précisant que les pesticides sont interdits sauf le cuivre et le soufre qui sont autorisés dans la culture d'appellation biologique.

En ce qui concerne l'option de mentionner une « réduction » des pesticides, la question de quels produits particuliers il s'agit ne sera pas réglée. De plus, que signifie une « réduction », comment la quantifier ?

Les opposants expliquent que vu que la culture biologique requiert des traitements plus fréquents du fait de l'utilisation de produits de contact, que la population en général n'est pas informée que la culture biologique ne veut pas dire qu'il n'y a plus de traitement, et que la parcelle se trouve au milieu des habitations, les exploitants se font régulièrement interpellés par les habitants lorsqu'ils traitent la vigne. Les exploitants ressentent déjà beaucoup de pressions des riverains. Afin d'apaiser les choses, un groupe WhatsApp entre le vigneron et les riverains a été créé afin de prévenir les riverains lorsqu'il y aura un traitement. Les riverains ne voient que les traitements et les nuisances (sonores par exemple) et sont parfois agacés lors de l'annonce d'un traitement.

Au cours de la discussion, les opposants estiment que la réduction de l'usage des pesticides, au lieu de l'interdiction, permettrait de débloquer le problème de manière générale car ils pourraient continuer à utiliser le cuivre et le soufre pour protéger les vignes. Ils ajoutent cependant que cela ne règlera pas le problème de la pression des riverains. Ils proposent de compléter l'article 180, après la mention de la mesure de réduction, par la phrase suivante : « une culture biologique est encouragée ».

#### Représentants communaux

Au niveau cantonal, la fiche d'application cantonale, on parle de réduction de l'usage des pesticides alors que le règlement du PACom prévoit une interdiction de l'usage des pesticides. Si l'article 180 du Règlement du PACom mentionnait la réduction de l'usage des pesticides au lieu de l'interdiction, cela signifierait que les opposants pourraient continuer à exploiter la parcelle 379 comme aujourd'hui.

Quant à la proposition des opposants d'ajouter à l'article 180 que la culture biologique est encouragée, la Municipalité répond que le règlement du PACom, en tant qu'outil de la police des constructions, n'est pas adapté pour introduire ce type d'incitations. C'est dans le cadre d'autres politiques que la culture biologique est encouragée.

Prangins, le 28 mai 2025

DOMAINE VITICOLE  
ASCO SA  
CASE POSTALE 1048  
CH 1180 ROLLE  
TÉL. +41 (0)21-822 02 02  
E-MAIL francois.schenk@schenk-  
wine.com

17 FEV. 2025		No. Plan cl. 42.04.02/2524		
DEC	ADL	ID	JDW	JMB
SAG	<u>SURB</u>	SENV	SASEJ	SBAT
SCSL	SFIN	SRH	SCH	STRA
ONAT	QINF			
Suivi				

**RECOMMANDE**  
MUNICIPALITE DE PRANGINS  
Maison de Commune  
La Place 2  
1197 PRANGINS

Rolle, le 13 février 2025  
PHS/phs

**Mise à l'enquête publique du Plan d'affectation communal (PACom) du 15 janvier au 14 février 2025**  
**Opposition au PACom**

Madame la Syndique,  
Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Nous avons pris connaissance du projet de Plan d'affectation Communal de Prangins lequel est actuellement mis à l'enquête.

En consultant ce document, nous avons constaté que la Zone viticole protégée 16 LAT qui « distingue la parcelle n°379 en raison de sa qualité paysagère particulière », interdit l'usage de pesticides.

En tant que propriétaires de la parcelle susmentionnée, nous sommes passablement surpris de cette disposition qui supprime concrètement toute protection possible pour la vigne, si l'on se réfère à la définition du dictionnaire Larousse pour ce type de substance : « Se dit d'un produit chimique destiné à lutter contre les parasites animaux et végétaux nuisibles aux cultures et aux produits récoltés ».

Est-ce que cette définition, tout comme l'aspect relativement technique de notre métier, ont été suffisamment bien compris et pris en compte lors de l'élaboration de cette disposition ? Nous nous permettons d'en douter.

Dans cette situation, nous nous voyons forcé de formuler notre opposition à ce point du PACom, ne pouvant donc assurer une protection à notre vignoble, comme le laisse d'ailleurs entendre la nature de la zone concernée (zone viticole protégée). Nous sommes néanmoins ouverts à entamer une discussion avec vous afin de trouver une issue favorable à ce point de divergence.


Nous tenons à vous signaler en parallèle que la question de la protection de l'environnement et du développement durable est l'une de nos préoccupations régulières. Cette sensibilité nous a amené il y a quelques années à opter pour une transition en viticulture biologique dont la certification a été obtenue en 2023 après 2 ans de reconversion.

Cette nouvelle forme de culture, qui ne prévoit pas l'abandon total d'intrants comme certains le supposent, a permis d'abandonner les herbicides et tout autre produit considérés comme « de synthèse », et de n'utiliser que du cuivre et du soufre (ainsi que d'autres intrants biologique/organiques).

En conclusion, nous pensons qu'une simple restriction plutôt qu'une interdiction conduirait à l'obtention d'un consensus entre le nouveau PACom et notre activité viticole.

En vous remerciant de la bonne suite que vous donnerez à ces lignes, nous vous prions de recevoir, Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.

Domaine viticole ASCO SA

A stylized blue ink signature consisting of several sweeping, overlapping loops.

François Schenk  
Administrateur-président

A blue ink signature that appears to read 'Jacques de Simone' in a cursive script.

Jacques de Simone  
Administrateur

DOMAINE VITICOLE  
ASCO SA  
CASE POSTALE 1048  
CH 1180 ROLLE  
TÉL. +41 (0)21-822 02 02  
E-MAIL francois.schenk@schenk-  
wine.com

MUNICIPALITE DE PRANGINS  
Maison de Commune  
La Place / CP 48  
1197 PRANGINS

Rolle, le 13 février 2025

**Sujet : notre parcelle N° 379**

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous écrire concernant la parcelle 379 de Prangins.

En tant qu'administrateurs de la société possédant ce terrain, nous étudions nos diverses possibilités à moyen / long terme pour faire un rapport concernant nos actifs à nos actionnaires.

Aujourd'hui, nous n'avons pas vocation à contacter un professionnel de l'immobilier pour faire une étude sur le potentiel de développement du terrain dans la mesure où celui-ci est viticole. Cependant, il nous semblait pertinent de vous solliciter afin de savoir si cette parcelle pouvait avoir un intérêt stratégique à long terme pour votre commune. Peut-être est-ce un endroit idéal pour un futur développement ?

Nous avons tout à fait conscience de l'enjeu et du temps que cela pourrait représenter mais il semblait important que vous soyez au courant de notre ouverture sur le sujet.

Je reste à votre disposition pour une éventuelle discussion à ce sujet.

Dans l'intervalle, je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations,

Domaine viticole ASCO SA



François Schenk  
Administrateur-président



Jacques de Simone  
Administrateur